

Dès dimanche soir, FNSEA et JA bloqueront 14 raffineries et dépôts de carburant

© 08/06/2018 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Pour dénoncer les « incohérences » du Gouvernement, entre l'exigence d'une montée en gamme de l'agriculture française et « des contraintes et distorsions de concurrence toujours plus lourdes », les agriculteurs de la FNSEA et de Jeunes agriculteurs commenceront le blocage de 14 « sites stratégiques et symboliques », à savoir des dépôts de carburants et raffineries, à partir de dimanche 10 juin au soir.



Comme ici le 22 septembre 2017 à Paris, les agriculteurs de la FNSEA et JA bloqueront des raffineries et dépôts de carburant pour dénoncer le "double langage" du Gouvernement et d'Emmanuel Macron à partir du 10 juin 2018. (©Terre-net Média)

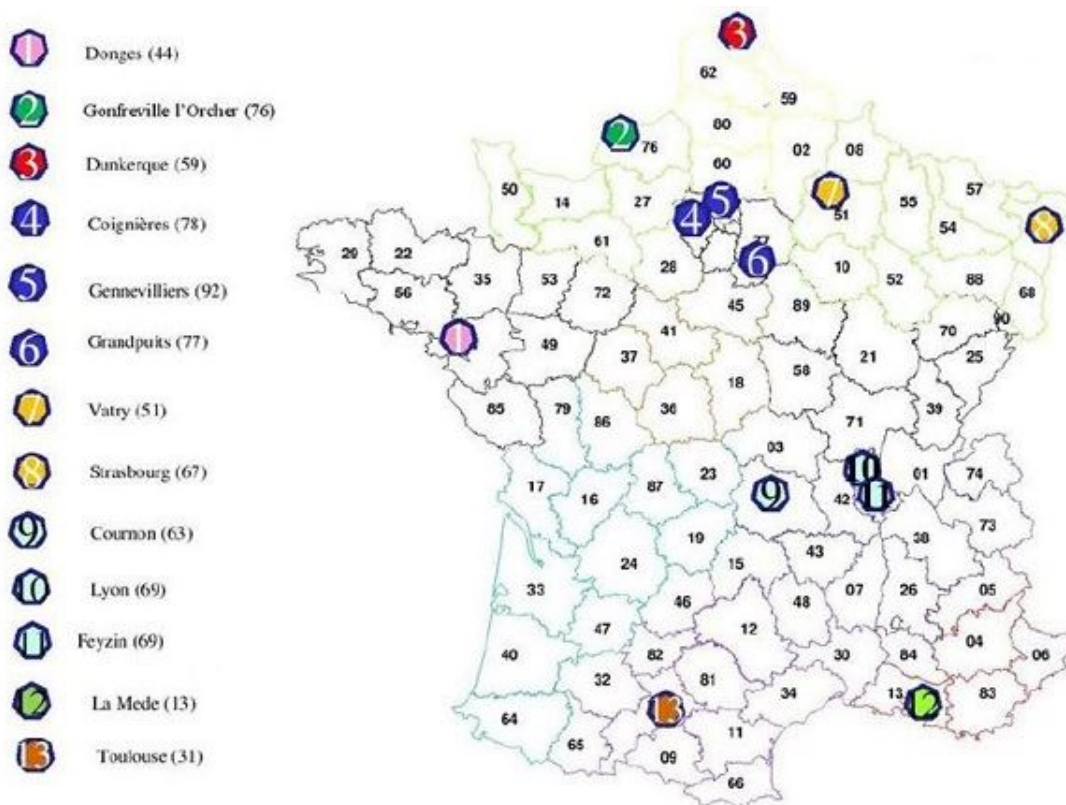
« **N**'importons pas l'agriculture dont nous ne voulons pas ! » C'est sous ce slogan que les agriculteurs de la **FNSEA** et de **Jeunes agriculteurs** bloqueront, à compter de dimanche soir 10 juin, les 14 principales **raffineries et dépôts de carburant**.

Parmi les sites visés, FNSEA et JA ciblent notamment les quatre sites stratégiques d'approvisionnement de la région parisienne : la raffinerie de Grandpuits (77), les dépôts de Coignières (78) et Grigny (91), ainsi que le port de Gennevilliers (92). En province, les agriculteurs bloqueront notamment la raffinerie de Donges (44), Gonfreville l'Orcher (76), Toulouse (31), Lyon (69), Cournon (63), Strasbourg (67) ou encore La Mède (13). Pour l'heure, ces blocages sont prévus jusqu'au 13 juin, mais seront reconductibles.

Ce nombre de sites visés est à mettre en perspective avec les 7 raffineries et 200 dépôts dont environ 90 dépôts principaux, que compte la France.

Les barrages débuteraient dès 07h45 le lundi, certains à 11h, dans la configuration suivante : une centaine de personnes sur chacun des sites, avec une tente, des barbecues et des tracteurs, dans une ambiance qualifiée de « conviviale ». Mais sur les sites autour de l'agglomération parisienne, les agriculteurs comptent bloquer les quatre sites dans la nuit, autour de 1h du matin, voire dimanche soir pour le site de Grandpuits (77).

Sites visés par les blocages de la FNSEA et JA à partir du dimanche 10 juin



Carte des 13 sites que comptent bloquer la FNSEA et JA, auquel il faut ajouter le site de Grigny (91). (©FNSEA-JA)

La FNSEA et JA ont présenté, dans son communiqué, quatre revendications principales. « Nous demandons une interdiction d'importer tout produit ne correspondant pas aux standards de production français ». « Nous réclamons que ce soit gravé dans le marbre législatif », a précisé Samuel Vandaele, secrétaire général de JA, jeudi 7 juin en marge du congrès du syndicat à Lourdes.

En fait, le duo de syndicats veut que soit réintroduit dans la loi Alimentation, examinée à partir du 26 juin par le Sénat, un amendement sur **l'interdiction d'importer** toute denrée produite en utilisant des substances phytosanitaires interdites dans l'Union européenne, même à doses résiduelles.

« Un certain nombre de signaux nous font douter de vos promesses », a expliqué devant le ministre de l'agriculture Samuel Vandaele. Tout cela ne doit pas être contrecarré par des importations de produits qui ne respectent pas nos standards ! »

FNSEA et JA souhaitent aussi des garanties supplémentaires de la part du Gouvernement pour « qu'aucune loi ni évolution réglementaire ne génère de nouvelles charges et pour qu'aucune norme ne soit créée sans une étude d'impact complète ». Le duo syndical réclame aussi un allègement du coût du travail, « notamment saisonnier », ainsi qu'un ciblage du volet agricole du **grand plan d'investissement** « pour accompagner la mise en oeuvre des plans de filière dans les exploitations ».

« Peut-on vouloir développer un plan protéines tout en important n'importe quelle huile ? » s'était interrogé Jérémy Decerle face à Stéphane Travert, jeudi 7 juin. Le président de Jeunes agriculteurs faisait allusion à l'autorisation donnée par Nicolas Hulot au **groupe Total** d'importer 400 000 t d'huile de palme, d'huiles usagées et déchets qui en sont issues pour faire tourner sa **raffinerie de La Mède**, dans les Bouches-du-Rhône. Cette autorisation, c'est la goutte d'huile qui a relancé la machine à manifester du syndicalisme majoritaire.

« On ne peut plus accepter d'un côté qu'on exige de nous une qualité supérieure de nos produits et nos pratiques et, de l'autre, laisser importer des marchandises qui ne sont pas produites avec les mêmes conditions qu'en France. Ce n'est plus supportable », poursuit Samuel Vandaele.

[Vidéo] L'appel à mobilisation de la FNSEA et de JA

Dans une série de **plusieurs vidéos publiées sur Youtube**, des représentants de la FNSEA expliquent les raisons des blocages de raffineries.

En réponse, Stéphane Travert a laissé entrevoir, dans son discours de clôture du congrès de Jeunes agriculteurs, une piste d'assouplissement sur le dossier des biocarburants. « L'approvisionnement de l'usine de la Mède doit pouvoir évoluer au fil du temps car les contrats avec les **filères agricoles** seraient créateurs de valeur. »

Sur le plan économique, le groupe Total a tout intérêt à importer de l'huile de palme plutôt que de valoriser de l'huile de colza français qui, rappellent 50 sénateurs dans une lettre à Nicolas Hulot, « ne pourra jamais être aussi compétitif en termes de prix ». « La tonne d'huile de palme importée est entre 100 € et 150 € moins chère que l'huile de colza ou de soja », confirme Arnaud Rousseau, président du groupe Avril.

« Est-ce que les agriculteurs savent qu'il y a une société (le groupe Avril, ndr) qui leur est affiliée qui importe 200 000 tonnes d'**huile de palme** pour faire du **biodiesel** en France ? », a déclaré la semaine dernière Patrick Pouyanné, patron de Total, ripostant aux critiques. « Nous assumons totalement, répond Arnaud Rousseau. Nous importons nous-même environ 100 000 t d'huile de palme pour nous permettre de faire tourner nos usines toute l'année, ce que nous ne pourrions pas faire avec l'huile de colza français. « Si on veut continuer à vendre le biodiesel de colza d'Avril, entre le biodiesel de soja argentin et le biodiesel de palme indonésien, si on ne met pas un peu de palme indonésien dans notre biodiesel, on n'a plus de clients », a complété

un porte-parole du groupe Avril.

Mais pour les agriculteurs de la FNSEA et de Jeunes agriculteurs, « peu importe ». « Ce que nous dénonçons, ce n'est pas ce que fait effectivement Total pour faire tourner ses usines. Nous dénonçons les décisions du Gouvernement qui vont à l'encontre des objectifs et des règles qu'il impose aux agriculteurs français et qui accroissent les **distorsions de concurrence** », résume Samuel Vandaele.

À lire aussi >> [L'incohérence de l'État, la goutte d'huile qui fait fulminer les producteurs](#)